

Construction de locaux en Picardie

Résultats à fin décembre 2013

n° 145
mars
2014

Les bulletins de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PICARDIE

Un million de m², telle est la surface autorisée à la construction de locaux durant l'année 2013 en Picardie. Cette surface est légèrement supérieure à 2012. La hausse s'explique par l'augmentation de surface affectée aux entrepôts et aux locaux destinés à l'exploitation agricole et forestière. Les mises en chantier occupent en 2013 une surface de 720 milliers de m², inférieure à celle de 2012.

Surface de plancher des locaux autorisés et commencés en Picardie en millier de m²

	décembre 2013	octobre 2013 à décembre 2013	variation (1) en %	janvier 2013 à décembre 2013	variation (2) en %
AUTORISÉS	99,8	253,5	28,7	1 069,4	2,2
Selon le type d'activité					
Hébergement hôtelier	4,0	10,5	140,5	17,8	10,3
Bureaux	28,5	38,9	110,7	105,5	-3,5
Commerce	32,0	57,6	330,6	154,6	-10,8
Artisanat	1,5	7,9	31,8	32,7	17,3
Industrie	3,8	33,2	43,6	95,1	-25,9
Exploitation agricole ou forestière	12,8	52,5	7,5	343,9	18,8
Entrepôt	9,5	21,3	-17,8	187,1	76,5
Service public ou d'intérêt collectif	7,6	31,8	-44,2	132,6	-32,3
COMMENCÉS	57,8	187,6	-13,0	719,7	-11,3
Selon le type d'activité					
Hébergement hôtelier	0,1	1,5	198,2	3,0	-71,5
Bureaux	2,0	12,9	11,0	71,6	15,4
Commerce	25,5	61,0	8,7	118,2	-1,5
Artisanat	0,9	3,9	35,6	15,8	62,6
Industrie	7,4	12,7	-40,9	94,0	-39,8
Exploitation agricole ou forestière	15,5	63,3	39,4	202,4	11,3
Entrepôt	1,2	6,1	-88,8	32,0	-79,1
Service public ou d'intérêt collectif	5,3	26,2	15,2	182,7	54,9

Source : Dreal Picardie, Sit@del2

(1) (octobre 2013 à décembre 2013) / (octobre 2012 à décembre 2012)

(2) (janvier 2013 à décembre 2013) / (janvier 2012 à décembre 2012)



En 2013 ; la surface autorisée pour les locaux en Picardie atteint un million de m²

En Picardie, un peu plus de 250 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels (réf. surface de plancher) ont été autorisés au cours du quatrième trimestre 2013, soit 29 % de plus que durant la même période de 2012 (tableau page 1).

Sur l'ensemble de l'année 2013, les autorisations de locaux non-résidentiels ont atteint un million de mètres carrés de surface de plancher. Ce chiffre est en très légère hausse par rapport à 2012. La surface autorisée aux entrepôts connaît la plus forte progression (+77 %). Les locaux affectés à l'exploitation agricole et forestière affichent aussi une hausse, de 19 %. La surface dans d'autres secteurs est en baisse : -32 % pour les locaux de service public ou d'intérêt collectif, -26 % pour les locaux industriels et -11 % pour les commerces.

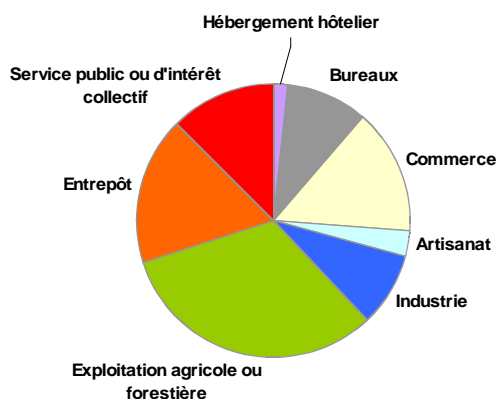
Le tiers de cette surface concerne les locaux dédiés à l'exploitation agricole et forestière...

Un tiers de la surface autorisée en locaux en 2013 a été affectée en Picardie aux locaux destinés à l'exploitation agricole et forestière. Avec plus de 340 milliers de m² autorisés en 2013, ce sont les premiers en termes d'espace consommé parmi les locaux. Les autorisations les plus importantes en volume concernent la construction de serres pour la production de salades à Mailly-Maillet et un bâtiment d'élevage de vaches laitières joutée à un complexe de méthanisation à Drucat (20 000 m² chacun). De bien moindre taille, viennent ensuite un centre équestre à Demuin et des serres pour la production de fraises à Vauxaillon.

Près de 190 milliers de m² ont été autorisés en 2013 pour la construction d'entrepôts, à Boves et à Ablaincourt-Pressoir notamment, pour une surface de 50 000 m² chacun. Les locaux commerciaux viennent ensuite, avec un peu plus de 150 milliers de m² autorisés, des constructions à Saint-Maximin, Beauvais, Saint-Quentin, Ailly-sur-Noye, Pont-Sainte-Maxence, Noailles et une extension à Saint-Just-en-Chaussée, pour ne citer que les plus grosses surfaces concernées.

Répartition de la surface autorisée par type d'activité en Picardie en 2013

Source : Dreal Picardie, Sit@del2, en surface de plancher



Parmi les 100 000 m² de surface autorisée pour les bureaux, il est à noter la construction de trois centres de recherche et de développement à Venette, près de Compiègne, pour des entreprises des secteurs de la chimie et de la plasturgie.

L'industrie et l'artisanat occupent ensemble 12 % de la surface autorisée à la construction de locaux en Picardie en 2012. Les principaux bâtiments industriels autorisés se trouvent à La Capelle (entreprise d'outillage destiné au bâtiment) et à Villers-Cotterêts, ainsi que des locaux pour l'artisanat à Mouflers.

Le dernier secteur consommateur en termes d'espace consommé est celui de l'hébergement hôtelier. La construction d'un hôtel, prévue pour 2015, a par exemple été autorisée à Lamorlaye.

Avertissement :

À compter du 1er mars 2012, les surfaces indiquées dans les permis de construire sont exprimées en « surface de plancher » en lieu et place des précédentes Shon (surface hors œuvre nette) et Shob (somme des surfaces du plancher de chaque niveau de la construction). Les résultats mentionnés dans ce document sont tous exprimés selon cette norme de mesure.

... et 12 % les locaux de service public ou d'intérêt collectif

En 2013, 130 milliers de m² ont été autorisés pour la construction de locaux de services publics ou d'intérêt collectif, ce qui représente 12 % de la surface totale autorisée aux locaux.

Parmi eux, 50 milliers de m² ont été autorisés pour des locaux dédiés à l'enseignement et à la recherche, tels un accueil sur le site du campus universitaire d'Amiens, la reconstruction d'un collège et d'une salle des sports à Rivery ou l'aménagement du groupe scolaire Rouvroy à Abbeville.

Dans le domaine de la santé, parmi les 12 milliers de m² autorisés, seront construits une maison de retraite à Coucy-le-Château-Auffrique et un EHPAD de 69 lits à la Ferté-Millon. Enfin, dans celui de la culture et des loisirs, la création d'un complexe de 11 courts de tennis couverts a été autorisée à Beauvais.

Surface de plancher des locaux de service public ou d'intérêt collectif en Picardie en 2013

en millier de m²

	Surface de locaux autorisés	variation 2013/2012 en %	Surface de locaux commencés	variation 2013/2012 en %
Total	132,6	-32,3	182,7	54,9
Selon le type d'activité				
Transport	2,7	-56,8	2,4	134,5
Enseignement et recherche	48,9	26,2	87,0	190,1
Action sociale	28,0	-49,1	33,5	12,0
Ouvrage spécial	17,3	-16,6	12,3	-7,7
Santé	12,5	-41,7	12,0	75,9
Culture et loisir	23,2	-56,7	35,5	-3,9

Source : Dreal Picardie, Sit@del2, en surface de plancher

Repli des mises en chantier de locaux en 2013

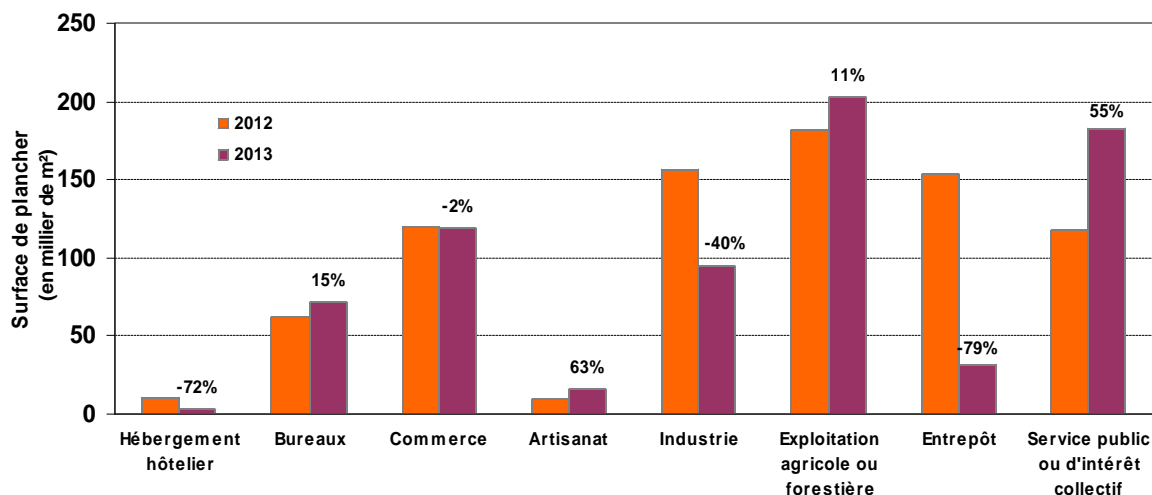
En Picardie, 190 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été mis en chantier au cours du quatrième trimestre 2013, ce qui représente une baisse de 13 % par rapport au quatrième trimestre 2012 (tableau page 1).

Ce repli se confirme sur l'ensemble de l'année 2013. La mise en chantier de locaux non-résidentiels s'élève à 720 milliers de mètres carrés en 2013, soit une diminution de 11 % par rapport à l'année 2012. Les mises en chantier ont, en revanche, légèrement progressé au niveau national (+1,6 %). La hausse est notable dans les régions Ile-de-France (+36 %), Aquitaine (+19 %) ou Basse-Normandie (+36 %).

Dans la région, l'évolution entre 2012 et 2013 varie beaucoup suivant le secteur d'activité. Les secteurs affichant une progression sont : les locaux d'artisanat (+63 %), les locaux de service public ou d'intérêt collectif (+55 %), les locaux affectés à l'exploitation agricole et forestière (+11 %) et les bureaux (+15 %). Les commencements de travaux dans les autres secteurs sont en baisse : -2 % pour les commerces, -40 % pour les locaux industriels, -72 % pour l'hébergement hôtelier et -79 % pour les entrepôts.

Surface de plancher des locaux commencés en Picardie

Source : Dreal Picardie, Sit@del2



Dans l'Oise, les mises en chantier sont en hausse

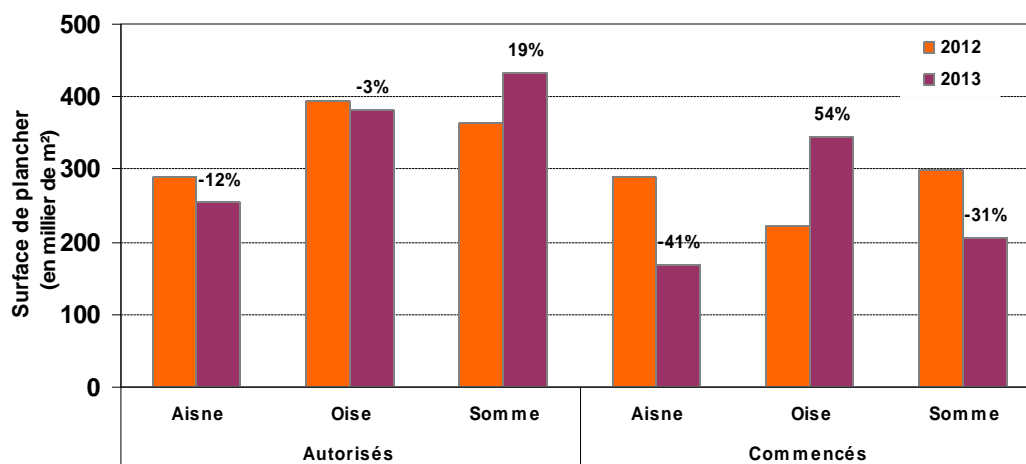
Dans l'Aisne, 255 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été autorisés et 170 milliers mis en chantier en 2013. Les autorisations comme les commencements de travaux des locaux sont en baisse par rapport à 2012.

Dans l'Oise, 380 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été autorisés en 2013, ce qui représente une légère baisse par rapport à 2012. En revanche, les mises en chantier ont progressé de 54 %, hausse qui s'observe dans toutes les activités, hormis celles des entrepôts et de l'hébergement hôtelier.

Dans la Somme, 430 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été autorisés en 2013, soit 90 milliers de plus qu'en 2012, Cette hausse concerne surtout les locaux dédiés aux exploitations agricoles et forestières et à l'entreposage. En 2013, 200 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été mis en chantier, 31 % de moins qu'en 2012.

Locaux autorisés et commencés par département en 2012 et 2013

Source : Dreal Picardie, Sit@del2



Note explicative

Les chiffres publiés dans ce document sont élaborés à partir de résultats issus de la base de données Sit@del2. Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les services instructeurs au ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Ils sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Conception – réalisation :

DREAL Picardie
Service GCGE –
Unité Statistiques

Anne Évrard,
Gérard Geirnaert

Contacts :

Anne Évrard
Statisticienne
tél. : 03 22 82 25 42
anne.evrard@developpement-durable.gouv.fr

Gérard Geirnaert
tél. : 03 22 82 25 43
gerard.geirnaert@developpement-durable.gouv.fr

Les bulletins de la DREAL Picardie

DREAL Picardie
56 rue Jules Barni
80040 AMIENS Cedex 1
tél. : 03 22 82 25 00
Fax : 03 22 91 73 77

Directeur de la Publication :
Thierry Vatin

courriel de la DREAL :
dreal-picardie@developpement-durable.gouv.fr

ISSN papier : 2103-9798
ISSN en ligne : 2267-2605

Dépôt légal : 1^{er} trim 2014

impression DREAL